



Rapport final sur les perspectives jeunesse

École d'Été de l'INM
Parcours sur la carboneutralité
animé par le Lab22



Mise en contexte

Ce rapport a été élaboré lors du Parcours sur la carboneutralité organisé par le Lab22 dans le cadre de l'École d'été de l'Institut du Nouveau Monde (INM), qui s'est déroulée les 22 et 23 septembre 2023. Il sera partagé avec le Groupe consultatif sur la Carboneutralité du Canada, une entité mandatée pour accompagner la transition écologique au pays.

Un groupe de jeunes s'est réuni pour participer à une simulation de quatre heures. Elles et ils ont été chargés d'imaginer à quoi pourrait ressembler une société carboneutre et de proposer des mesures pour y parvenir. Voici leur vision et leurs propositions... À elles et eux, la parole!

Synthèse

Introduction

Dans le cadre de ce parcours, nous avons amorcé une réflexion sur les mesures à prendre afin d'atteindre les objectifs de carboneutralité d'ici 2050. Nos axes de recherche sont la gouvernance, le design urbain et le transport, ainsi que l'agriculture et l'alimentation. Au cours de nos discussions, nous avons relevé trois problèmes de fond. En premier lieu, nous remarquons qu'il y a un manque criant de vision globale sur la carboneutralité. En second lieu, il n'y a pas assez de fonds accessibles pour propulser les initiatives vertes au pays. Finalement, il est nécessaire de renforcer l'éducation civique dès le primaire, en particulier en ce qui a trait aux enjeux environnementaux.

Vision nationale

Dans un monde idéal, les savoirs autochtones, l'opinion publique et la science sont au centre des décisions prises par les actrices et acteurs de changement. De plus, il faut mettre la nature au centre de l'économie plutôt que l'économie au centre de la nature. Concrètement, les gens consomment des produits locaux, et beaucoup plus de protéines végétales. De plus, les citoyennes et citoyens sont éduqués et impliqués dans la société, grâce à des programmes d'éducation au primaire et secondaire actuels et pertinents qui outillent les jeunes pour qu'ils et elles soient partie prenante des décisions politiques. Finalement, le pays est carboneutre, grâce à la contribution de tous les milieux citoyens, politiques et industriels.

Mise en action nationale

- Baisse graduelle des subventions aux énergies fossiles dans le but de financer les énergies renouvelables;
- Promotion d'une économie locale et circulaire. Rapprocher les sources de nourritures des consommateurs et consommatrices pour diminuer l'empreinte carbone;
- Promotion de consommation de protéines végétales;
- Développement de l'agriculture urbaine verticale et de précision, contribuant ainsi au verdissement des villes et à la lutte au îlots de chaleur;
- Instauration d'un programme d'éducation civique, au primaire et au secondaire. Ceci inclut un aspect environnemental, de consommation responsable et d'outils pour encourager l'implication sociale;
- Formation d'un comité participatif représentatif de la population soit, entreprises, jeunes, scientifiques, collectivités et décideurs politiques, pour aviser la mise en oeuvre de la carboneutralité. Les personnes participantes seraient tirées au sort dans la population;
- Transport public abordable: mettre en place un réseau ferroviaire fiable et fréquent entre les villes de la vallée du Saint-Laurent et des grands lacs qui contribuera à la création de pôles économiques à l'extérieur de Montréal;
- Donner un pouvoir légal au ressources naturelles;
- Construction de logements sociaux dans des endroits verts, pour lutter contre l'éco-embourgeoisement.

Gouvernance et transition énergétique

Introduction

Selon une étude du *Hot or Cool Institute de Berlin*, les émissions de CO₂ liées à la consommation de la population canadienne est de 14,2 T de CO₂ par année; alors que, suivant les recommandations du GIEC, elles devraient être de 2,5 T d'ici 2030 si on veut atteindre la carboneutralité à l'horizon de 2050 (1).

Dans le cadre de la 20^e édition de l'École d'été de l'INM, de concert avec le Lab 22, nous avons eu à réfléchir la manière dont la gouvernance et la transition énergétique pourraient contribuer à atteindre cet objectif.

Ayant constaté un manque de coordination, de synergie et d'implication entre les différents acteurs, actrices et secteurs de la société, la création d'une structure regroupant toutes les couches de la société devient impératif dans un souci d'équité et de justice.

Vision

Nous aspirons à établir une société plus engagée et consciente, où les citoyennes et citoyens sont informés sur les défis sociétaux actuels et futurs et outillés pour passer à l'action afin d'instaurer des changements structurels. Les gouvernements doivent jouer un rôle central dans la régulation plus stricte des industries pour atteindre les objectifs de carboneutralité. Ils sont également redevables envers la population en ce qui concerne leurs propres engagements et doivent assumer un rôle de premier plan dans la responsabilisation de tous les acteurs, actrices et secteurs impliqués. Ces objectifs doivent découler d'un processus décisionnel inclusif et contraignant qui donne la parole à tous les membres de la société.

Principales actions

Taxation et subventions :

- Implémenter une taxe carbone interne et aux frontières, redistributive et incrémentale;
- Subventionner les projets d'économie circulaire, notamment pour les circuits courts;
- Subventionner l'agriculture biologique ce qui contribuera à une économie en santé avec des gains d'emplois;
- Subventionner les énergies renouvelables dans les zones dépendantes des métiers des énergies fossiles pour assurer une reconversion;
- Subventionner les entreprises générant des emplois verts;
- Taxer les énergies fossiles à la production (licences d'exploitation) et à l'exportation, et arrêter les subventions aux projets d'énergies fossiles pour réorienter ces financements vers les projets d'énergies renouvelables.

Lois et accords / traités :

- Économie circulaire : obligations des entreprises à déterminer la gestion de fin de vie de leurs produits;
- Urbanisme : développement du concept de "Ville 15 minutes" et implémentation d'une loi *zéro artificialisation nette* de espaces verts;
- Loi contraignante pour la divulgation des données environnementales des entreprises basée sur une méthodologie de calcul;
- Sous l'impulsion du Gouvernement du Canada, proposer un accord international sur la méthodologie de calcul et l'engagement de chaque pays signataire à contraindre leurs entreprises à la divulgation de ces données. La méthode de calcul doit tenir compte des spécificités environnementales et économiques de chaque pays.

Éducation :

- Prise en compte des questions environnementales, politiques et civiques dans les curriculums de formation;
- La communication et la vulgarisation des données et décisions environnementales du gouvernement au travers des plateformes publiques et privées (TV, radio - un peu comme pour la COVID);

Principales actions - suite

Information :

- Assurer la diffusion d'information de qualité par la société civile - par exemple basé sur la validité scientifique validée par la méthodologie de calcul mentionnée ci-haut;
- Élaboration d'un cadre légal afin de contraindre la diffusion de *fake news* (fausses nouvelles) et de *greenwashing* (écoblanchiment);
- Action de mobilisation citoyenne multi facettes (publicité dans les rues, mobilisation, concerts, visibilité des enjeux d'actualité, tables rondes).

Implication citoyenne:

- Création d'espaces de gouvernance participatifs et inclusifs (population, entreprises, scientifiques, collectivités et décideurs et décideuses politiques, société civile) avec des personnes participantes tirées au sort, formées par des spécialistes et scientifiques sur les sujets discutés;
- Ancrer dans la loi la reddition de compte du gouvernement face à ces comités participatifs pour que ce ne soit pas juste consultatif;
- Implications de toutes les parties prenantes du comité participatif, à toutes les étapes de prise de décision; la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des projets, décision, lois qui découleront du consensus du comité participatif.

Alimentation et agriculture

Introduction

L'évolution de notre société nous a imposé de nombreuses mutations et changements. Au delà de l'amélioration des conditions de vie, il était aussi important et de notre responsabilité de préserver notre monde, qui est le bien commun de tous, par des politiques de carboneutralité. Malheureusement un quart des GES mondiaux proviennent de l'agriculture (2) et nous nous retrouvons avec des chiffres alarmant:

- 52% de GES viennent de productions de viande et productions laitières (3);
- +50% de la production agricole passant par la chaîne de valeur se retrouve gaspillée (4);
- 40% des terres agricoles sont dégradées, dont 25% au Québec (5)
- La viande et les produits laitiers contribuent à moins de 20% des calories et 40% des protéines consommées (3).

Vision

Nous voulons un monde :

- Sans aucun gaspillage alimentaire;
- Où la source de protéines de l'alimentation humaine est principalement végétale;
- Où la monoculture n'est plus encouragée;
- Où l'élevage de manière non-éthique et où les animaux sont mal-traités, n'existe plus;
- Enfin, où il y a conscience de la préservation de la richesse de la vie, plutôt que de l'exploitation sans respect de l'environnement.

Principales actions

Face à ces statistiques et faits qui montrent les défis à surmonter, et considérant que les deux axes les plus importants sont la production de viande et produits laitiers ainsi que le gaspillage, voici les actions que nous voulons voir être mises en place:

- Nous souhaitons taxer la viande et les produits laitiers et subventionner la production de protéines végétales pour que celles-ci soit le premier choix du consommateur et de la consommatrice.
- Nous souhaitons que la technologie soit mise au service d'un système anti-gaspillage où les aliments qui sont gaspillés à la source soient réutilisés et transformés pour tout de même nourrir la population au lieu d'être jetés.
- Nous souhaitons une campagne de sensibilisation à large échelle auprès de la population et dans les écoles sur comment se nourrir de protéines végétales pour changer les habitudes d'alimentation qui font que beaucoup trop de viande et de produits laitiers sont produits face aux ressources disponibles.
- Nous souhaitons que la production en pluriculture, et non monoculture, soit subventionnée pour préserver les écosystèmes.
- Nous souhaitons que la production locale soit subventionnée. Ces subventions ont pour but que ces produits locaux et éthiques soient accessibles au plus grand nombre et soit le premier choix des consommateurs et consommatrices.
- Nous souhaitons que les emballages plastiques soient interdits dans toute la chaîne de production, pour limiter le besoin de pétrole.
- Nous souhaitons la promotion d'une agriculture de précision pour une meilleure gestion des ressources et contrôle des productions.
- Nous souhaitons un monde où les ressources naturelle ont des droits.
- Nous souhaitons un monde où la production agricole ou animale est planifiée.

Design urbain

Introduction

Depuis de nombreuses années, la planète fait face à des défis cruciaux, notamment l'inégalité, la pauvreté et les changements climatiques. Ici au Canada, les changements climatiques ont particulièrement des conséquences graves sur la population, notamment les îlots de chaleur, la fonte des glaces, les feux de forêts, les inondations, etc. Aujourd'hui, le secteur des transports représente 43 % source d'émission de GES au Québec (6) et 28% au Canada (7). Les bâtiments, quant à eux représentent 13 % des émissions au Canada (7).

Vision

Notre vision est d'avoir une société où chaque citoyenne et citoyen:

- Réduit considérablement son utilisation de carbone;
- Se réapproprie les espaces publics notamment par le verdissement de routes;
- À accès aux transports en commun gratuits partout, plus fréquents, interurbains et interrégionaux;
- À accès, au besoin, à des logements sociaux bien situés (parcs, bus, train, etc).

Principales actions

- Sécuriser et prioriser le transport actif au Canada;
- Transport interurbain :
 - Plus d'infrastructures lourdes de transport collectif (TGV, trains électriques et incitatifs financiers);
 - Pour les régions éloignées: mettre en place des autobus électriques et des systèmes de co-voiturage bien structurés et organisés;
- Désalsphalter et verdir les routes ;
- Investir dans des entreprises qui créent des manufactures et des emplois verts dans le secteur du transport et du bâtiment;
- Verdissement des habitations (prévoir des lois pour obliger les toits verts ou l'obligation de toits blancs);
- Diviser l'eau grise et l'eau potable dans les bâtiments.

Signataires

Samuel Sevi
Audric Twahirwa
Roodsam Jerome
Judith Cenot
Jessica J. Lee
Antoinette Ovetchkine
Noah Faour-Charpentier
Pierre-Yves Misme
Alexia Lehouillier-Berthiaum
Aida Brun
Berthony Saint Fleur
Valentin Amey

Source:

- (1). Hot or cool Institute, 1.5-Degree Lifestyles: Towards A Fair Consumption Space for All, <https://hotorcool.org/1-5-degree-lifestyles-report/>
- (2) Empreinte carbone: J. Poore & T. Nemecek 2018 (EN), Reducing food's environmental impacts through producers and consumers, <https://www.science.org/doi/10.1126/science.aag0216>
- (3) Our World in Data (EN), <https://ourworldindata.org/environmental-impacts-of-food>
- (4) Deuxième récolte, La crise évitable du gaspillage alimentaire, <http://surl.li/kduqt>
- (5) Dégradation: ONU, chronique sur la dégradation des terres, <https://www.unccd.int/sites/default/files/2022-04/French.pdf>
- (6) Gouvernement du Québec, <https://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/2020/repartition-emissions-annuelles-ges-1990-2020.pdf>
- (7) Gouvernement du Canada, <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/indicateurs-environnementaux/emissions-gaz-effet-serre.html>

DÉMARCHE JEUNESSE SUR LA
carboneutralité

propulsé par :

INM

Lab 22

Laboratoire
d'innovations
sociales et
environnementales